

Saisine de l'Autorité Environnementale dans le cadre de l'examen au cas par cas des documents relevant du Code de l'Environnement (plans, schémas recensés dans le R122-17-II

Monsieur Le Rudulier
Maire de Buc,

à

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie

Objet : Demande d'avis de l'Autorité environnementale en application de l'article R122-17 du Code de l'Environnement pour le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Buc

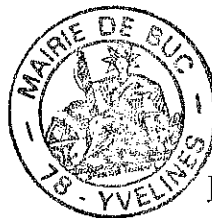
Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous informer que le projet de zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Buc a été adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2018.

En conséquence, conformément aux articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 du Code de l'Environnement, je vous consulte dans le cadre de mon projet de zonage afin de déterminer l'éligibilité à évaluation environnementale.

L'ensemble du dossier de demande d'examen au cas par cas est joint à cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.



Le Maire,

Jean-Marc LE RUDULIER

remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	Oui
2. L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ? Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ?	Oui. SDA et Zonage Oui
<p>Lors du SDA, des rejets directs d'eaux usées vers le milieu naturel ont pu être observés. Des prospections et contrôles ont notamment été réalisés et devront être poursuivies après l'étude. La mise en conformité des installations non conforme devra être effectuée pour limiter le risque de pollution des milieux naturels récepteurs.</p> <p>Le zonage des eaux pluviales impose la mise en place d'ouvrages adaptés de prétraitement ou de dépollution avant raccordement, pour les eaux provenant de zones d'activités, d'axes majeurs de circulation ou de parcs de stationnements.</p>	
3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Si oui lesquels et pour quel objectif ?	Non
4. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?	Non Non

Autoévaluation (facultatif)

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?

Expliquez pourquoi :

L'étude schéma directeur réalisée par Verdi entre 2017 et 2018 a permis d'appréhender le fonctionnement précis de l'assainissement sur la commune. Des secteurs à enjeux ont notamment pu être identifiés à la suite des inspections exhaustives réalisées tout au long de l'étude.

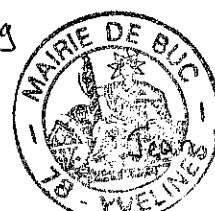
Des propositions d'aménagements ont été réalisées afin d'améliorer la gestion des eaux usées et pluviales. Ces aménagements permettront d'améliorer d'une part l'état des réseaux et d'autre part de résoudre les anomalies rencontrées pour réduire l'impact qualitatif et quantitatif du cours d'eau récepteur : la Bièvre.

Le zonage réalisé conduit à l'amélioration des aménagements existants et ne présente par ailleurs aucun impact négatif sur l'environnement.

Il est à noter que l'installation d'ouvrages ayant un impact environnemental ou induisant des nuisances n'est pas prévue.

De ce fait, à notre sens, il n'est pas nécessaire d'effectuer une évaluation environnementale pour le zonage des eaux pluviales.

A. Bue Le 16/05/2019



Le Maire,
Marc LE RUDOLIER

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
réseaux existants, limitation du ruissellement,...)?	concerné par une non-aggravation de la situation actuelle en termes de ruissellement des eaux pluviales.
5. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?	Oui
<p>Si oui, lesquelles ?</p> <p>Le zonage retenu prend en compte les enjeux et risques liés à l'urbanisation future afin de ne pas aggraver la situation existante. Pour privilégier l'infiltration vis-à-vis des rejets superficiels, il sera ainsi exigé une gestion à la parcelle pour toute nouvelle construction ou autre aménagement. Dans le cadre d'une impossibilité de recourir à l'infiltration des eaux pluviales, un rejet à débit régulé (0,7l/s/ha) vers le milieu superficiel sera toléré.</p>	
6. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion)?	3 Bassins de stockage/ restitution ou stockage infiltration sont présents sur la commune.
7. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau ⁶ ?	Réseaux antérieurs à la nomenclature.
<p>8. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon quelle fréquence ? • Dues à une mise en charge par un cours d'eau ? 	<p>La modélisation des réseaux EP réalisée lors du SDA a révélé de bonnes capacités des collecteurs EP. Les premières saturations apparaissent à partir d'une pluie d'occurrence 10 ans.</p>
9. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?	Oui, 3 déclarations : 30/12/1999 23/11/2006 25/10/2007
<p>10. Avez-vous subi des</p> <ul style="list-style-type: none"> • coulées de boues? • glissements de terrain dus à un phénomène pluvieux? • Autres : 	Oui Oui
<p>11. Votre territoire fait-il parti :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un SAGE en déficit eau ? • d'une Zone de Répartition des Eaux ? 	Non Oui. ZRE de l'Albien

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales,

⁶2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
<ul style="list-style-type: none"> Par temps sec ? Par temps de pluie ? De façon saisonnière ? 	Non. Lors de fortes pluies la station est en surcharge hydraulique. Non.
8. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)? Lesquelles :	Non
9. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ? <ul style="list-style-type: none"> Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? Autres : 	Non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none"> des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? de ruissellement ? de maîtrise de débit ? d'imperméabilisation des sols ? 	Non Non Non Non
Lesquels :	
2. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?	Oui
Lesquelles : Au total, 3 bassins de rétention et de tamponnement sont présents sur le secteur communal. Quelles ont été les raisons de leur mise en place ? Limiter les écoulements et le ruissellement vers les zones en aval. Ralentir les rejets vers les exutoires naturels (Bievre) pour limiter le débit de la rivière et le risque d'inondation par débordement de cours d'eau.	
3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?	Le ruissellement amont n'impact pas les zones urbanisées de la commune.
4. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des	L'ensemble du territoire communal est

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
<ul style="list-style-type: none"> Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ? Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ? 	Non Non
Préciser lesquelles : SAGE de la Bièvre	
13. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?	Non
Précisez : Quelques projets de développement sont prévus sur la commune, notamment le réaménagement de la zone artisanale de la Geneste et du fort de Buc, mais aucune urbanisation importante n'est prévue.	
14. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire ?	Assainissement collectif
Autres :	
15. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?	Oui réalisé au cours du SDA
16. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?	Oui

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	Non
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées ⁴ ?	Oui
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés	Oui, les contrôles de conformités pour les ANC ont été réalisés.
<ul style="list-style-type: none"> Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés ? Les non-conformités ont-elles été levées ? Sont-elles en cours d'être levées ? 	
4. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif ?	Non
5. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ? Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	Non
6. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	Non
Si oui, lesquels	
7. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge ⁵ ?	

⁴Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

⁵référence réglementaire pour estimer la surcharge : les valeurs limites de l'arrêté du 22 juin 2007, et (parce qu'il peut être plus restrictif) les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral propre à la station d'épuration (ou au système d'assainissement)

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

7. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)?	Non
8. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant : <ul style="list-style-type: none"> d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a t il été réalisé ? d'une zone conchylicole ? d'une zone de montagne ? d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ? d'un périmètre de protection des risques d'inondations ? 	<p>Non</p> <p>Non</p> <p>Non</p> <p>Non</p> <p>Oui</p>
Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)	
PPRI de la vallée de la vallée de la Bièvre et du ru de Vauhailan. Voir rapport de zonage.	
9. Le territoire dispose-t-il : <ul style="list-style-type: none"> de cours d'eau de première catégorie piscicole ? de réservoirs biologiques selon le SDAGE ? 	<p>Non</p> <p>Non</p>
Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)	
10. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que: <ul style="list-style-type: none"> Natura 2000 ? ZNIEFF1 ? Zone humide ? Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ? Présence connue d'espèces protégées ? Présence de nappe phréatique sensible ? 	<p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Non</p> <p>Non</p>
Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie)	
<ul style="list-style-type: none"> Zone N2000 à 1km au sud-ouest de la commune : « Massif de Rambouillet et zones humides proches » (n°FR1112011). ZNIEFF de type 1 : « Prairies de la vallée du petit Jouy à l'aqueduc de Buc » (n°110001642) sur la commune, ZNIEFF de type 1 : « Vallon de la Bièvre en amont de l'étang de la Geneste » (n°110020402) sur la commune, ZNIEFF de type 2 : « Forêt domaniale de Versailles » (n°110020353) sur la commune. Zone à fort potentiel humide (classe 3) humide à proximité de la Bièvre sur la commune. Deux corridors traversent le territoire communal. <p>L'ensemble de ces zones sont présentées dans le rapport de zonage.</p>	
11. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais) ³ des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)? <ul style="list-style-type: none"> Nom de la(des)Masse(s) d'eau superficielle : La Bièvre de sa source au bassin de retenue de la Bièvre à Anthony Nom de la (des)Masse(s) d'eau souterraine: Craie et tertiaire du Mantois à l'Hurepoix <p>Si souhaité, vous pouvez préciser un niveau de qualité issu des point(s) de référence(s) nationaux connu(s), ou selon d'autres données à préciser (biblio, mesures locales)</p>	<p>La Bièvre de sa source [...] à Anthony Mauvais état chimique (déclassement HAP), état biologique moyen.</p> <p>Craie et tertiaire du Mantois à l'Hurepoix Etat chimique médiocre (déclassement pesticides, NO3, NO2, NH4, Cu, P), mais bon état quantitatif</p>
12. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur : <ul style="list-style-type: none"> Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? 	Oui

³L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>

Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

Réalisation du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales dans le cadre de l'étude schéma directeur d'assainissement, sur la commune de Buc.

Caractéristiques des zonages et contexte

<p>1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?</p> <p>• Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?</p>	<p>Oui</p> <p>Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ;</p> <p>(Environ en ha)</p>
<p>2. Quel est le territoire concerné ?(joindre une carte du périmètre)</p> <p>L'ensemble du territoire communal (voir rapport de zonage).</p>	
<p>3. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ? Si PLUi, préciser le contour de l'intercommunalité (ou joindre une carte)</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ?</p> <p>• Si le(s) document(s) est/sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche ?</p>	<p>Oui. PLU</p> <p>Approbation le 12 février 2018</p>
<p>4. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?</p>	<p>Non</p>
<p>Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...)</p> <p>Le zonage d'assainissement tient compte des zones définies dans le projet de PLU.</p>	
<p>5. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font-ils/elle ou ont-ils-elle fait l'objet d'une évaluation environnementale ?¹</p>	<p>Non</p>
<p>6. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement², étude sur les eaux pluviales,...) ont-elles été, ou seront-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?</p>	<p>Oui</p>
<p>Préciser ces études :</p> <p>Etude schéma directeur d'assainissement réalisée par Verdi entre 2017 et 2018.</p>	

¹Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

²Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L2224-8 du CGCT.

Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

À renseigner par la personne publique responsable

Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
Commune de Buc	M. Le Rudulier : maire de la commune

Zonages concernés par la présente demande

Les zones d' assainissement collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	Oui
Les zones relevant de l' assainissement non collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	Oui
Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l' imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;	Oui
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	Oui